

Questions soulevés par Maria de Lourdes Pintasilgo au cours d'une interview du journal de fin de semaine, L'Expresso, donnée le 20 Octobre 1984.



Longueur de L'interview: 6 pages

journalistes: Augusto Seabra

Jorge Wemans

Maria João Avillez

Vicente Jorge Silva

Longueur du résumé: 5 pages. 21x27 manuscrites

1- La candidature à la Présidence de la République.

- La concrétisation de cette hypothèse dépend en grand partie des facteurs subjectifs et objectifs.

Les facteurs objectifs sont:

— Une clarification des conditions politiques de la campagne électorale.

• L'apparition dans le cadre de la campagne de candidats indépendants des partis, au dessus des partis, cet à dire n'étant pas membre de parti, ni proposé par eux.

• La détermination d'un calendrier et ce développement de la vie politique institutionnelle, dans le déroulement encore non fixé des élections municipales, présidentielles et législatives

— Les sondages d'opinion donnent le favori à un candidat situé en dehors du cadre des partis, allant donc au delà de l'opposition traditionnelle gauche/droite et des rivalités politiques qui entravent la réalisation d'un développement des ressources minimum pour le bien-être des citoyens.

Il incombe au Président de rendre opérationnel ce champ de compréhension pour le développement du pays pour y parvenir, il est nécessaire d'avoir une personnalité qui soit tout à fait indépendante au dessus des partis, crédible, capable de se situer au de là du jeu des partis, et de dialoguer avec eux.

Une nouvelle culture politique s'impose pour aller au de là de l'héritage historique de droite et de gauche, une fois que la gauche et la droite se révèlent incapables de faire face aux urgences actuelles.

La majorité des Portugais bénéficient des libertés fondamentales qu'ils ont conquises, les conditions économiques, sociales et culturelles n'ont pas encore atteint un niveau satisfaisant.

2- Profil du candidat à la présidence et champ d'action

- Capacités éthiques
- Capacités à trouver les moyens de assurer une stabilité dans la vie politique du pays entre les partis.
- Capacité à mobiliser d'autres forces sociales, culturelles et économiques, c'est à dire capacité à revitaliser le tissu social les partis n'épuisent pas le tissu social et la société ne se réduit pas à L'Etat.

• La politique ne peut continuer à fonctionner avec des règles du siècle passé. Un processus technique et scientifique est nécessaire qui comprenne:

- La production et la distribution des richesses.
- Les moyens de traduire les relations sociales au niveau de L'Etat.

Ces partis devraient être à même de capter ces mouvements sociaux et à profond.

• Il y aura à envisager sous un regard neuf ce qui pourrait être une politique non professionnelle. Chaque acte individuel à une signification. Ce que signifie qu'il est possible de faire émerger du corps social des citoyens capables d'agir et de décider en fonction des grandes opinions politiques.

• Le Président élu en 85 devra avoir des relations de concertation avec les partis politiques et aura à promouvoir que le Président et les partis puissent décider, comme représentants de L'Etat Portugais des positions à tenir en politique étrangère vis à vis:

- Des autres états et du monde
- De la division international du travail
- De la renégotiation de la dette extérieure
- Des conditions d'exploitation de L'Océan dans le cadre de la loi sur la Mer.
- D'une adhésion non soumise à la CEE.
- De notre rôle dans les pays de langue portugaise.

Dans le domaine intérieur, il est nécessaire de faire face au problème très urgent du développement.

3- Le plan

Dans la constitution portugaise, les structures et les objectifs du plan son clairement formulés. Néanmoins, la vie économique et social portugaise ne possède pas un plan de développement économique et social.



L'opposition plan/ marché paraît aujourd'hui dépassé. Le plan comporte les grandes opinions et orientation et est défini à partir de tous les intervenants du processus de développement et non uniquement en termes techniques et bureaucratiques..

Le plan ne peut se limiter aux seuls projets macro-économiques, prenant en compte de nouvelles technologies particulièrement celle de la programmation.

Le plan ne peut être statique, fixé pour cinq ans, mais doit, dans sa structure, instituer ses propres changements de repères

4- Le développement

Le développement n'est pas défini dans les programmes politiques du gouvernement, apparaissant seulement comme une des grandes lignes de l'action gouvernementale.

Cependant le développement devrait orienter tous les aspects de l'action gouvernementale, incluant la régionalisation, la valorisation du pouvoir local, la revalorisation de l'administration publique et l'intervention des organisations non-gouvernementales. Le développement implique aussi des secteurs qui ne sont pas exclusivement d'ordre économique.

• Il ne peut y avoir de développement sans transformation des mentalités, sans une matrice culturelle extrêmement claire et constamment réaffirmée.

• Le FMI a aidé quelques pays à sortir momentanément des situations quasi catastrophiques, mais les conditions que pose le FMI ne devraient pas aller à l'encontre de la souveraineté d'un pays. Nous ne pouvons rembourser les intérêts de nos dettes qui nous retranchent plus que ce que nous gagnons comme monnaie étrangère par nos exportations, importations.

• Le Portugal et le prochain Président doivent veiller à la garantie de l'indépendance nationale et tenter une concertation de toutes les forces politiques, afin que nous puissions renégocier notre dette.

Aujourd'hui le problème de la dette extérieure concerne à la fois les débiteurs et les créiteurs. Les créiteurs ont aussi intérêt à réviser les conditions de remboursement de notre dette extérieur.



5- La régionalisation

La régionalisation apparaît dans tous les programmes de gouvernement mais n'a jamais été concrétisé jusqu'à maintenant.

Avec la régionalisation, nous ne voulons pas seulement un acte administratif, nous voulons une action qui permette à chaque sujet d'obtenir la satisfaction de ses besoins de base directement, et sans bureaucratie excessive.

La régionalisation ne peut pas être entreprise uniquement par l'action des orgames politiques au plus haut niveau. Il y a des réalités anthropologiques et sociologiques dont on ne peut faire table rase.

Il faut un processus qui engage les personnes.

6- La CEE

L'adhésion est importante pour la vie du pays dans laquelle sont impliqués des aspects à la fois matériels et symboliques. Je ne suis pas d'accord sur la philosophie sous-jacent, et sur la manière avec laquelle l'adhésion est négociée.

L'entrée dans la CEE a été présentée par des nombreux gouvernements comme un problème politique, mais est essentiellement un problème économique et social.

La CEE n'a pas d'attitude commune sur les grandes questions internationales ni les grands conflits, elle ne parvient même pas à partager une vision commune sur le développement.

En terme de développement du Portugal, je veux démystifier l'affirmation fréquente faite par divers gouvernements comme quoi les structures sociales, économiques et culturelles doivent s'adapter à la CEE.

L'Europe se construit à de multiples niveaux et quelques-uns ne sont pas institutionnalisés. Prenons par exemple, les grandes Foires.

Il est paradoxal à mon avis que nous, Portugais, au moment où L'Europe elle-même s'interroge sur la propre présence spécifique au monde, voulions seulement devenir un membre d'une région de L'Europe sans même avoir une part active à la formulation.



7- Les mouvements Sociaux

Deux phénomènes portent préjudice à l'émergence de véritables mouvements sociaux.

-Un désenchantement face au processus de ces dix dernières années, provoqué par un individualisme croissant.

-Les conditions économiques, la diminution des salaires réels et la lutte pour la vie.

On vérifie également que, chaque fois qu'un mouvement social commence à prendre forme, il y a une explosion dans la sphère du pouvoir politique.

8—Avortement

Je suis contre l'avortement, mais je défend la légalité démocratique et constitutionnelle. Des lois existent et je les respecte.

9—Le petit "éaniste"

Je ne suis pas quelqu'un qui m'affilie à un parti. Cela ne correspond pas à ma manière d'intervenir dans la société.

Le parti éaniste a la possibilité de devenir un parti différent de ceux d'avant et qui, pour cela, est en train de changer la scène des partis politiques.

Je suppose que le nouveau parti n'ira pas dans les coulisses pour décider de la candidature qu'il supportera. C'est la condition nécessaire pour un nouveau mode de fonctionnement à l'intérieur du parti.

